



Intelligence Artificielle & Droits Humains en Europe

Présentation du rapport de l'Institut de la Souveraineté Numérique et de l'Institut des Droits Fondamentaux Numériques (IDFrighs)

Ce rapport constitue la synthèse des travaux sur l'intelligence artificielle menés dans le cadre de l'Institut de la Souveraineté Numérique et de l'Institut IDFrighs. Il a pour objectif de faire connaître les évolutions économiques, politiques et culturelles de ces technologies ainsi que leurs conséquences sur les sociétés et les démocraties européennes. Ce rapport a été conçu pour contribuer à susciter un débat auprès des citoyens et des acteurs publics proposer des pistes de réponses afin qu'ils puissent aider à créer une "troisième voie" européenne, transparente et démocratique pour les technologies d'intelligence artificielle en Europe.

Les technologies d'intelligence artificielle démultiplient les capacités d'analyse et de traitement des données, facilitent l'aide à la décision et l'automatisation de tâches complexes que l'on croyait durablement réservées aux humains. Elles ont aujourd'hui d'innombrables champs d'application, depuis la gestion de la consommation d'énergie jusqu'au diagnostic précoce des pathologies, en passant par l'optimisation des processus industriels, le pilotage des véhicules autonomes, ou encore la conception d'armes intelligentes...



Cependant, les débats sur l'IA ont trop souvent été focalisés sur leurs enjeux sociaux et économiques ou sur les perspectives hypothétiques et lointaines d'une suprématie des IA devenues plus "intelligentes" que leurs créateurs. Or, il convient également d'analyser les conséquences que ces technologies pourraient avoir à moyen terme sur nos sociétés et nos régimes politiques en raison de l'influence qu'elles pourraient avoir sur les libertés et l'évolution des modes de vie dans les sociétés européennes. En effet, à la différence des technologies qui ont eu des conséquences essentiellement économiques et industrielles, l'intelligence artificielle représente des défis nouveaux pour les citoyens des démocraties européennes et leurs responsables politiques. Ce que la philosophe Kate Crawford résume en ces termes : *"l'IA, c'est la politique par d'autres moyens..."*

En l'absence de réponse politique et industrielle européenne, ces IA pourraient constituer des menaces nouvelles sur les libertés avec la généralisation de la surveillance algorithmique et la manipulation en masse des individus. Une autre caractéristique essentielle des sociétés européennes pourrait être remise en cause avec la transformation du modèle de protection sociale européen au profit d'une logique de contrôle permanent des comportements via l'IA. L'essor récent des nouvelles formes d'IA dites "génératives" pourrait aussi transformer le secteur de la création culturelle, la transmission des connaissances et la notion même de propriété intellectuelle. Au-delà de leurs conséquences culturelles, l'IA pourrait aussi intervenir dans les processus démocratiques, redéfinir les conditions dans lesquelles les débats publics peuvent être conduits et même faire évoluer la notion de vérité dans nos sociétés et donc les conditions dans lesquelles sont prises les décisions collectives. Par ailleurs, les IA permettent aujourd'hui la "démocratisation" de nouvelles formes d'ingérences dans les processus démocratiques européens, comme l'a démontré l'affaire Cambridge



Analytica avec Facebook aux États-Unis en 2018 ou plus récemment les ingérences russes en Roumanie via la plateforme chinoise TikTok.

Désormais l'ensemble des acteurs technologiques reconnaissent la nécessité d'encadrer le développement des technologies d'IA pour éviter les dérives autoritaires ou les discriminations. À ce titre, les travaux menés en Europe avec le règlement sur l'IA (AI Act), constituent des initiatives pionnières. Cependant, à elles seules, les mesures de régulation ne seront pas en mesure de juguler les risques issus des dérives de ces technologies. Face à la dépendance européenne vis-à-vis des technologies extra-européennes, l'une des défis fondamentaux pour l'avenir de l'UE sera de réussir à faire émerger en Europe des acteurs technologiques de taille mondiale. En effet, comme le rappelle Mario Draghi dans son rapport sur la productivité européenne, si l'Europe ne parvient pas à développer de nouvelles politiques de financement de ces technologies stratégiques, elle pourrait être menacée d'agonie industrielle et économique mais aussi politique face à des acteurs extra-européens qui ne partagent pas ses principes et ses valeurs démocratiques.

Ces enjeux sont d'autant plus cruciaux pour l'Europe au moment où l'affrontement géopolitique entre les États-Unis et la Chine s'intensifie. Cet affrontement prend désormais appui sur ces technologies d'IA comme instrument de suprématie économique et militaire mais aussi comme moyen de mener les nouvelles guerres hybrides auprès des opinions publiques européennes. Ainsi, en l'absence d'acteurs industriels européens capables de constituer des alternatives aux technologies américaines ou chinoises, l'Europe pourrait devenir durablement une colonie numérique de deux autres continents.